

© OECD, 2002.

© Software: 1987-1996, Acrobat is a trademark of ADOBE.

All rights reserved. OECD grants you the right to use one copy of this Program for your personal use only. Unauthorised reproduction, lending, hiring, transmission or distribution of any data or software is prohibited. You must treat the Program and associated materials and any elements thereof like any other copyrighted material.

All requests should be made to:

Head of Publications Service,  
OECD Publications Service,  
2, rue André-Pascal,  
75775 Paris Cedex 16, France.

© OCDE, 2002.

© Logiciel, 1987-1996, Acrobat, marque déposée d'ADOBE.

Tous droits du producteur et du propriétaire de ce produit sont réservés. L'OCDE autorise la reproduction d'un seul exemplaire de ce programme pour usage personnel et non commercial uniquement. Sauf autorisation, la duplication, la location, le prêt, l'utilisation de ce produit pour exécution publique sont interdits. Ce programme, les données y afférentes et d'autres éléments doivent donc être traités comme toute autre documentation sur laquelle s'exerce la protection par le droit d'auteur.

Les demandes sont à adresser au :

Chef du Service des Publications,  
Service des Publications de l'OCDE,  
2, rue André-Pascal,  
75775 Paris Cedex 16, France.

## Irlande

La croissance au premier semestre de cette année a été étayée par une poussée imprévue de la consommation publique et par la vigueur des exportations, qui devraient l'une et l'autre s'estomper. Néanmoins, la croissance de la production remonterait progressivement de 3½ pour cent cette année à 4½ pour cent en 2004, grâce à la consommation privée et à une reprise de l'investissement. L'inflation devrait décroître, mais si l'expansion des salaires ne se modère pas il en résulterait une nouvelle érosion de la compétitivité et une croissance plus lente.

Le gouvernement doit agir sans tarder pour maîtriser la croissance rapide de l'emploi public et de la consommation publique de façon à maintenir les améliorations nécessaires de l'infrastructure sans pour autant alourdir le déficit budgétaire. L'augmentation recommandée des salaires du secteur public ne devrait être octroyée que contre l'engagement d'améliorer les pratiques de travail. Il n'y a pas de marges de manœuvre pour un autre accord salarial national assorti de réductions d'impôts.

L'activité économique a rebondi plus rapidement que prévu au premier semestre 2002 : la croissance du PIB, tirée par la vive expansion des exportations et de la consommation publique, a avoisiné 5½ pour cent en glissement annuel. Toutefois, la montée des exportations a été due uniquement aux produits pharmaceutiques. L'important secteur des technologies de l'information et des communications n'a enregistré qu'une légère progression, de sorte que le niveau de l'emploi dans ce secteur a baissé après plusieurs années de forte expansion. Les effectifs du secteur public ont augmenté très rapidement, à la différence du secteur privé. La consommation publique s'est accrue à un rythme bien supérieur aux estimations budgétaires et l'activité de construction est restée soutenue, grâce aux dépenses publiques d'infrastructure et à la construction résidentielle.

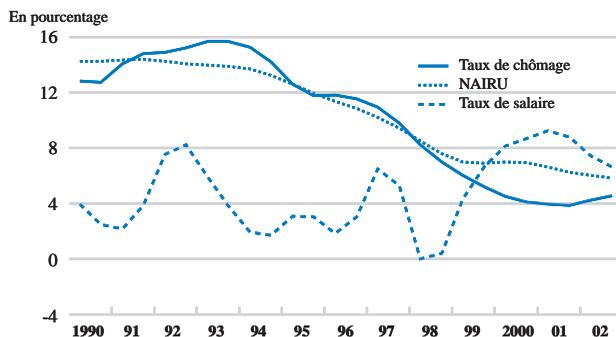
**La demande du secteur public a alimenté l'activité**

Malgré le ralentissement de la croissance depuis 2000, les prix des services ont continué de croître à des taux bien supérieurs à ceux observés dans le reste de l'Europe, aussi le niveau des prix dépasse aujourd'hui celui de la zone euro. La forte poussée actuelle des prix des services reflète la vive hausse continue des salaires dans ce secteur, et notamment des majorations exceptionnellement élevées dans un

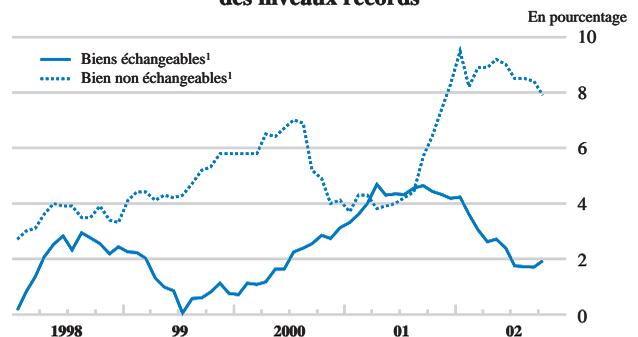
**Les tensions inflationnistes restent fortes**

## Irlande

**La pression salariale continue**



**L'inflation des prix des services atteint des niveaux records**



1. Les biens échangeables comprennent les produits alimentaires, l'habillement, les biens durables et d'autres biens (représentant 40 pour cent de l'IPC). Les biens non échangeables ne reflètent que les prix des services. L'indice des prix non échangeables est faussé à la baisse en novembre 2000, le traitement des services pour enfants, de l'assurance maladie et des droits de scolarité ayant été modifié à cette date.

Source : Central Statistics Office et OCDE.

## Irlande : Demande, production et prix

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
	Prix courants milliards d'euros	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1995)				
Consommation privée	42.9	10.0	4.8	3.8	4.0	4.5
Consommation publique	12.5	5.4	5.3	8.5	4.2	4.0
Formation brute de capital fixe	20.9	7.3	1.1	2.6	4.4	5.5
Demande intérieure finale	76.3	8.6	3.9	4.3	4.1	4.7
Variation des stocks <sup>a</sup>	0.0	0.5	0.1	-0.2	0.2	0.0
Demande intérieure totale	76.3	9.2	4.0	4.0	4.4	4.7
Exportations de biens et services	79.0	17.8	8.4	7.1	6.0	8.5
Importations de biens et services	66.6	16.6	7.7	8.1	7.1	9.4
Exportations nettes <sup>a</sup>	12.4	3.7	2.0	0.4	0.0	0.5
PIB aux prix du marché	89.0	11.5	6.0	3.6	3.6	4.4
Déflateur du PIB	—	4.3	5.4	4.6	4.0	3.6
PNB aux prix du marché	75.8	10.4	4.9	2.8	2.5	3.3
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	5.3	4.0	4.7	4.3	3.8
Déflateur de la consommation privée	—	4.6	5.9	4.8	4.0	3.5
Taux de chômage	—	4.3	3.9	4.4	5.1	5.3
Solde des administrations publiques <sup>b</sup>	—	4.5	1.7	-0.5	-1.3	-1.8
Balance des opérations courantes <sup>b</sup>	—	0.1	-0.3	-0.2	-1.2	-1.3

a) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

b) En pourcentage du PIB.

Source : OCDE.

certain nombre de secteurs réglementés. De surcroît, dans le secteur public les salaires risquent d'augmenter fortement les deux prochaines années par suite d'un processus de comparaison avec les salaires du secteur privé. En revanche, la croissance des salaires s'est apparemment ralentie dans le secteur exportateur où les entreprises ont réagi à l'érosion de la compétitivité. A l'heure actuelle, le processus inflationniste résulte donc moins d'un effet induit des gains de productivité dans le secteur exportateur, et davantage de l'inertie salaires/prix dans le secteur travaillant pour le marché intérieur.

### **Le budget semble avoir basculé dans le déficit structurel**

La situation budgétaire s'est dégradée rapidement, l'excédent de quelque 2 pour cent du PIB de ces dernières années ayant fait place à un déficit d'environ 1 pour cent du PIB cette année, qui pourrait atteindre 2 pour cent en 2004 si des mesures correctrices ne sont pas prises rapidement pour tenir les engagements du Pacte de stabilité et de croissance. Ce basculement n'est dû que dans une faible mesure au ralentissement conjoncturel de l'activité. De fait, les recettes fiscales ont été inférieures aux prévisions, en raison d'une baisse des élasticités fiscales due au ralentissement de la croissance, et probablement à cause d'une sous-estimation du coût des modifications récentes du système d'imposition des personnes physiques. Les dépenses ont aussi augmenté rapidement, le budget autorisant un accroissement nominal de quelque 14 pour cent. Le gouvernement devra faire face aux conséquences de l'accord instaurant un ajustement des salaires publics par comparaison avec les rémunérations dans le secteur privé, accord qui pourrait alourdir d'environ ¼ point de PIB la masse salariale annuelle du secteur public. Les présentes prévisions supposent que les paiements à ce titre commenceront l'an prochain, même si rien n'a encore été décidé.

Les tendances mondiales des échanges et des activités financières devant rester assez médiocres pendant quelque temps, le solde extérieur ne contribuera guère à la croissance du PIB cette année et l'an prochain, et l'investissement des entreprises risque donc d'augmenter à des taux bien plus faibles que ces dernières années. Néanmoins, on prévoit que l'investissement total gagnera quelque 2½ pour cent cette année, puis 4 à 5 pour cent en 2003 et 2004 sous l'impulsion du programme d'investissement public et de niveaux d'activité toujours élevés dans le secteur de la construction résidentielle. La croissance de la consommation publique accusera une forte contraction, pour revenir de quelque 8 pour cent cette année à 3½ pour cent à l'horizon 2004. L'emploi augmentera d'environ 1½ à 2 pour cent et les salaires réels continueront de croître, de sorte que la consommation privée pourrait augmenter de quelque 4 pour cent au cours de la période examinée. On prévoit que le chômage s'accroîtra pour atteindre environ 5 pour cent, si bien que les majorations de salaire devraient se modérer quelque peu et que l'inflation redescendrait progressivement à moins de 4 pour cent.

*La croissance devrait reprendre, mais pas au même rythme que ces dernières années*

Les principaux risques entourant les prévisions se manifesteraient si la croissance des salaires ne se ralentissait pas à cause d'anticipations inflationnistes profondément ancrées. L'incapacité du gouvernement de ramener l'expansion des dépenses courantes à des niveaux plus compatibles avec la croissance des recettes pourrait aussi peser sur les anticipations. Les répercussions sur la compétitivité et les perspectives d'investissement deviendraient particulièrement sévères si l'euro s'appréciait davantage.

*Les risques sont liés à une éventuelle érosion de la compétitivité*

## **Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE***

### **N° 71, juin 2002**

Conséquences économiques du terrorisme  
Les changements en cours du cycle économique  
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production  
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits  
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

### **N° 70, décembre 2001**

Épargne et investissement : déterminants et conséquences pour l'action des pouvoirs publics  
L'investissement en capital humain via l'enseignement et la formation postobligatoires  
Effets croisés des politiques sur les marchés du travail et des produits  
Réforme des politiques agricoles : il faut aller plus loin

### **N° 69, juin 2001**

Implications budgétaires du vieillissement : prévisions des dépenses liées à l'âge  
Les grands enjeux de la politique fiscale dans les pays de l'OCDE  
Pour une croissance écologiquement viable : l'expérience des pays de l'OCDE  
Productivité et dynamique de l'entreprise : leçons à tirer des microdonnées

### **N° 68, décembre 2000**

Liens entre la politique économique et la croissance : constatations au niveau international  
Révision des indicateurs de chômage structurel de l'OCDE  
Prix des logements et activité économique  
Tendances de l'immigration et conséquences économiques

### **N° 67, juin 2000**

La réforme de la réglementation dans les industries de réseau : enseignements à tirer et problèmes actuels  
Tendances récentes de la croissance dans les pays de l'OCDE  
Le commerce électronique : conséquences et défis pour la politique économique  
Performance récente du marché du travail et réformes structurelles  
La politique monétaire dans un environnement financier en mutation

### **N° 66, décembre 1999**

L'ampleur et le rôle des stabilisateurs budgétaires automatiques  
La valorisation du travail  
La gestion de la dette publique à la croisée des chemins  
Profil international de la réglementation des marchés de produits

### **N° 65, juin 1999**

Évolution du marché du travail et stratégie de l'OCDE pour l'emploi  
Les défis de politique économique liés au changement climatique  
Le point sur les mouvements de capitaux vers les économies de marché émergentes  
Origines de la récente détérioration des déséquilibres de balances courantes au sein de l'OCDE

### **N° 64, décembre 1998**

Enjeux de politique monétaire et budgétaire dans la zone euro  
Évolution récente des marchés d'actions et ses conséquences  
Dynamique de la pauvreté dans quatre pays de l'OCDE

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Éditorial : une reprise hésitante</b> .....	vii
<b>I. Évaluation générale de la situation macroéconomique</b> .....	1
Une reprise hésitante.....	1
Les défis de politique économique.....	15
Turbulences financières.....	27
Tensions et risques.....	29
<b>II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE</b> .....	39
États-Unis.....	39
Japon.....	44
Allemagne.....	49
France.....	54
Italie.....	59
Royaume-Uni.....	64
Canada.....	69
Australie.....	74
Autriche.....	77
Belgique.....	80
Corée.....	83
Danemark.....	86
Espagne.....	89
Finlande.....	92
Grèce.....	95
Hongrie.....	98
Irlande.....	101
Islande.....	104
Luxembourg.....	107
Mexique.....	109
Norvège.....	112
Nouvelle-Zélande.....	115
Pays-Bas.....	118
Pologne.....	121
Portugal.....	123
République slovaque.....	126
République tchèque.....	129
Suède.....	131
Suisse.....	134
Turquie.....	136
<b>III. Évolutions dans un certain nombre d'économies non membres de l'OCDE</b> .....	139
Chine.....	140
Fédération de Russie.....	142
Brésil.....	143
<b>IV. Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles</b> .....	147
Introduction.....	147
Évolution des perspectives de soutenabilité.....	147
La soutenabilité à long terme.....	152
Réponses de politique économique.....	155
Leçons et défis.....	161
<b>V. La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi</b> .....	169
Introduction.....	169
L'âge effectif de départ est bas dans de nombreux pays.....	172
Comment les mesures gouvernementales influent sur le départ à la retraite.....	173
Politiques visant à retarder le départ en retraite.....	177
Les incitations à la retraite anticipée subsistent, même après les réformes récentes.....	179
Départ en retraite dans le cadre de régimes spéciaux.....	180
Conclusions.....	184
<b>VI. Concurrence sur les marchés de produits et performance économique</b> .....	189
Introduction.....	189
Les pressions concurrentielles sont importantes pour la productivité et l'innovation.....	189
Les réformes des marchés de produits ont des retombées positives sur les résultats du marché du travail.....	194
<b>VII. La persistance de l'inflation dans la zone euro</b> .....	199
Introduction.....	199
Les écarts d'inflation dans la zone euro.....	199
L'ajustement dans le contexte d'une faible inflation.....	201
Le rôle des pouvoirs publics pour faciliter l'ajustement.....	204

<b>Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE</b> .....	209
--	-----

<b>Annexe statistique</b> .....	211
Classification des pays .....	212
Mode de pondération pour les données agrégées .....	212
Taux de conversion irrévocable de l'euro .....	212
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence .....	213
Tableaux annexes .....	215

## Encadrés

I.1. Effets de patrimoine sur les dépenses des ménages .....	4
I.2. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions centrales .....	8
I.3. Rétablir la confiance dans le secteur des entreprises .....	30
I.4. Choc sur le prix du pétrole .....	37
IV.1. Mettre au point des règles efficaces .....	157
V.1. Comment mesurer les incitations à la retraite anticipée .....	176

## Tableaux

I.1. Prix du pétrole et des autres produits de base .....	10
I.2. Contributions aux variations du PIB en volume .....	11
I.3. Zone euro : résumé des prévisions .....	12
I.4. Productivité du travail, chômage, écarts de production et inflation .....	13
I.5. Commerce international et balances courantes en bref .....	15
I.6. Soldes financiers des administrations publiques .....	21
I.7. Réévaluation des perspectives budgétaires dans l'Union européenne .....	25
III.1. Prévisions pour la Chine .....	141
III.2. Prévisions pour la Fédération de Russie .....	143
III.3. Prévisions pour le Brésil .....	144
IV.1. Consolidations budgétaires dans certains pays de l'OCDE .....	150
IV.2. Tendances budgétaires dans la base à moyen terme .....	151
IV.3. Pressions démographiques sur la dépense publique .....	154
IV.A.4. Modifications des cadres fiscaux depuis les années 90 .....	163
V.1. Âge moyen effectif de la retraite (hommes) .....	173
V.2. Taux d'emploi des travailleurs âgés, hommes .....	174
VI.1. Évolutions de la croissance de la productivité multifactorielle, 1981-2000 .....	193

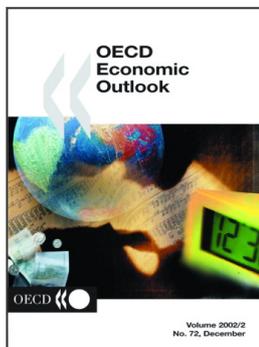
## Graphiques

I.1. Demande intérieure totale et exportations, en volume .....	2
I.2. Taux d'utilisation des capacités dans le secteur manufacturier .....	5
I.3. Enquêtes de conjoncture : tendances courantes et futures .....	6
I.4. Évolution des cours des actions durant les reprises économiques aux États-Unis .....	7
I.5. Écarts entre taux longs et taux courts dans différentes régions et situation du crédit aux États-Unis .....	9
I.6. Part salariale dans le secteur des entreprises .....	14
I.7. Taux d'intérêt .....	16
I.8. Hausse des prix de l'immobilier et des prix à la consommation .....	19
I.9. Politique budgétaire .....	22
I.10. Contributions à l'impulsion budgétaire globale .....	23
I.11. Ratio dette publique/recettes publiques .....	26
I.12. Réévaluation du risque et des performances des entreprises aux États-Unis .....	28
I.13. Balances des opérations courantes .....	33
I.14. Flux de capitaux et position d'investissement international des États-Unis .....	35
I.15. Taux de change effectif réel .....	36

I.15. Incidence d'une hausse temporaire de 10 dollars des cours du pétrole .....	37
IV.1. Changements dans la dynamique de la dette .....	148
IV.2. Le processus de consolidation budgétaire.....	149
IV.3. Ratios de dépendance des personnes âgées dans les sept grands pays de l'OCDE .....	153
IV.4. Erreurs de prévision budgétaire .....	160
V.1. Taux d'activité et taux d'emploi pour les travailleurs âgés (55-64), 2001 .....	171
V.2. Espérance de vie à l'âge effectif de la retraite en 1970 et 1999.....	175
V.3. Taux de remplacement et variation du patrimoine retraite dans le cadre des régimes de pensions « ordinaires » par âge .....	181
V.A.1. Taux de remplacement et variation du patrimoine retraite dans le cadre des régimes d'assurance chômage et d'autres régimes par âge, salaire de l'ouvrier moyen .....	185
V.A.2. Taux de remplacement et variation du patrimoine retraite dans le cadre des régimes d'invalidité par âge, salaire de l'ouvrier moyen.....	186
V.A.3. Taux de remplacement et variation du patrimoine retraite dans le cadre des régimes de pension professionnels par âge, salaire de l'ouvrier moyen.....	187
VI.1. Intensité de R-D et réglementation des marchés des produits .....	192
VI.2. Libéralisation des marchés des produits et performance du marché du travail .....	195
VII.1. Évolution de l'inflation dans la zone euro .....	200
VII.2. Corrélation bilatérale des écarts de production pour différents groupes de pays .....	205

## Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mbj	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2002 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2002-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2002-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2003), « Irlande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2002 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2002-2-20-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2002-2-20-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).